Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **40 (1982)**

Heft 2

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

L'économie, les Français et l'Etat[1]

Chargé pendant cinq ans de présenter un rapport semestriel sur la conjoncture au Conseil économique et social dont il était membre, M. Constantin Lougovoy nous présente aujourd'hui ses réflexions sur l'attitude de ses compatriotes face à l'économie et à l'Etat. Il s'agit d'une radiographie à laquelle procède une personnalité qui a l'expérience pratique des hommes et des choses. C'est dire que l'économie française est considérée ici en marge de toute analyse keynésienne, friedmanienne ou libertarienne. La description du réel n'est sacrifiée à aucun ésotérisme ni à aucun verbiage, car «l'entêtement des faits oppose une résistance irréfragable à la magie des mots».

Les citations sont aussi nombreuses que judicieusement choisies. Il n'était en effet pas possible de décrire le comportement des Français à l'égard de l'économie et de l'Etat sans se référer fréquemment à l'avis des notables, quel que soit le bord auquel ils appartiennent. Ce livre est particulièrement intéressant, car il nous fournit ce qu'aucune théorie abstraite ni aucun développement mathématique ne peuvent nous donner: une image fidèle de la mentalité de nos voisins de l'Ouest lorsqu'il est question de l'Etat ou de l'économie. L'ouvrage renferme cependant bon nombre de chiffres et de données statistiques indispensables à la compréhension des problèmes qui sont posés. Certaines de ces données sont révélatrices et souvent mal connues à l'étranger.

Le manuscrit de cette étude fut remis à l'imprimeur en décembre 1980. Moins de six mois après la France changeait de président, de gouvernement, de majorité et de régime. L'intérêt d'une telle publication en est-il diminué? Au contraire, pensons-nous, et sous cet aspect des choses l'auteur a été chanceux. Nous possédons à présent un constat de la situation économique française et de l'état d'esprit de la population à la veille du renversement de la majorité. Semblable recherche est précieuse. Elle fera certainement date.

La thèse de l'auteur est claire et solidement étayée. Au fond d'eux-mêmes, les Français n'ont jamais adopté le système économique libéral. Colbert est toujours vivant. Le système tout entier est orienté vers l'Etat plutôt que vers l'entreprise privée. C'est dire que le chef d'entreprise, l'entrepreneur tel que le concevait Schumpeter, jouit dans ce pays de beaucoup moins de considération que n'en récoltent les grands commis de l'Etat. Il s'agit là de l'une des constantes de la mentalité française. Le capitaliste qui a investi dans l'immobilier en 1930 fait figure de vautour du seul fait qu'il a l'ambition de rentabiliser son capital. Pourtant, son investissement était conforme à l'intérêt de la collectivité nationale. Les grands capitaines d'industrie, les «deux cents familles» (qui n'ont d'ailleurs pas survécu à la dernière guerre), les gros capitalistes sont aux yeux du public une bande de profiteurs à l'égard desquels on ne se montrera jamais assez sévère. Les multinationales ont à leur tour pris valeur de mythe et pas seulement dans les milieux d'extrême-gauche. Les banquiers vivent dans le luxe, gagnent énormément sans courir de risques, rançonnent leurs clients, exploitent ceux qui leur confient leur épargne: beaucoup de petits chefs d'entreprise partagent un tel jugement. Les cadres passent pour être surpayés dans l'opinion de leurs camarades d'études engagés dans l'administration aussi bien que chez leurs collaborateurs du bas de l'échelle. Les gros agri-

culteurs profitent des avantages accordés aux petits paysans. Les professions libérales partagent le discrédit des entreprises, même si la leur est de forme individuelle. Ainsi, tous ceux dont le mérite a été couronné par le succès économique sont plus ou moins suspects dans l'opinion publique.

Dès lors, est-il surprenant que le système économique français soit depuis longtemps — sauf quelques brillantes exceptions — dans l'ensemble moins performant que d'autres? Or, tel est effectivement le cas. Il fallait, en 1978, travailler 61 h. 31 min. à Paris pour obtenir le pouvoir d'achat permettant d'acquérir un costume d'homme, alors qu'à Bonn 28 h. 17 min. suffisaient, 39 h. 53 min. à Londres, 50 h. 19 min. à Rome (mais 166 h. en Pologne). Dans l'alimentation, il est vrai que Paris est plus avantageux que Rome, mais moins que Bonn et Londres. Si l'entreprise n'avait pas été absente du discours politique — preuve éclatante de la position subordonnée dans laquelle on la maintenait — jusque dans les années 60, on peut penser que l'évolution du pays eût été différente...

L'approche du phénomène économique à laquelle on se livre outre-Jura a de multiples conséquences. Privilégier les activités purement intellectuelles témoigne évidemment d'un sentiment très noble, mais n'est pas toujours gage de prospérité matérielle. La France compte 200 000 apprentis travailleurs manuels et l'Allemagne fédérale cinq fois plus. En revanche, on dénombre dans les universités françaises 700 000 étudiants, soit davantage qu'ailleurs par rapport à la population active: ils sont cependant plus concentrés dans des disciplines sans débouchés économiques. En plus de ses conséquences sur l'appareil de production, les effets politiques et sociaux d'un tel déséquilibre sont faciles à deviner. Le droit au travail est inscrit dans la Constitution comme droit fondamental du citoyen. Pour le satisfaire, sera-t-on conduit à multiplier la création d'emplois sans autre justification que sociale? Il n'est pas interdit de penser, en se fondant sur ses propres déclarations, que telle est l'orientation que prend l'actuel gouvernement socialo-communiste. Mais ce sera là un autre chapitre de l'histoire économique de la France.

FRANÇOIS SCHALLER

[1] Constantin Lougovoy: «L'Economie, les Français et l'Etat»; PUF, Paris 1981 (416 p.).